

Cuba rejette la politisation et la sélectivité en matière de droits de l'homme



50e Session du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies

Genève, 16 juin (RHC) Cuba a rejeté jeudi au Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies la politisation et les approches sélectives visant à attaquer des pays souverains, lors d'un débat centré sur la situation au Nicaragua.

Dans la poursuite des activités de la 50e session ordinaire de l'organe ayant son siège dans cette ville suisse, le représentant cubain Jairo Rodriguez a réaffirmé que la nation caribéenne n'appuie pas les mécanismes qui n'ont pas l'approbation des pays concernés.

Nous condamnons la politique interventionniste menée contre l'autodétermination et la souveraineté du Nicaragua, à travers des campagnes contre l'ordre légal et constitutionnel de cette nation sœur, a déclaré

Rodriguez dans le forum.

Le Haut-commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Michelle Bachelet, a introduit le débat avec une nouvelle mise à jour sur le pays centraméricain, dans laquelle il est accusée de violations en citant "des sources de la société civile".

Rodriguez a réitéré la position de Cuba, qui rejette les exercices à motivation politique et privilégie l'Examen périodique universel (EPU) comme principal moyen d'aborder la situation des droits de l'homme dans tous les États, sans discrimination ni manipulation.

L'élimination de la sélectivité et de la politisation est une condition indispensable à la promotion et à la défense effective de tous les droits de l'homme, a-t-il déclaré.

Selon le représentant de l'archipel, le dialogue et la coopération doivent guider les travaux des mécanismes du Conseil, plutôt que l'approche punitive, partielle et moptivée par les intérêts géopolitiques des puissances occidentales.

Lors de la séance, la Procureure générale du Nicaragua, Wendy Morales, a dénoncé la mise à jour présentée par Bachelet, qu'elle a qualifiée de preuve irréfutable du fait que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme continue d'agir de manière injuste et inéquitable.

Morales a qualifié de mensonges les éléments recueillis pour agresser un gouvernement légitimement constitué.

La procureure de la République a indiqué qu'il s'agit d'une nouvelle étape dans la campagne menée par les États-Unis contre le Nicaragua, s'immisçant dans ses affaires intérieures avec des informations politisées et dénuées d'objectivité. (Source/PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/290888-cuba-rejette-la-politisation-et-la-selectivite-en-matiere-de-droits-de-lhomme>



Radio Habana Cuba